



OCEANIE/PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE - Le Bureau des Communications sociales de la Conférence épiscopale de Papouasie Nouvelle Guinée et des Iles Salomon demande une authentique alliance avec l'Etat, en particulier en matière de politiques sociales

Goroka (Agence Fides) – Etat et Eglise en Papouasie Nouvelle Guinée devraient retrouver une « authentique alliance » : c'est ce que demande la communauté chrétienne en Papouasie Nouvelle Guinée après la célébration de la Journée nationale de l'Alliance, qui, depuis sept ans, est célébrée le 26 août en tant que journée spéciale de prière et de pénitence pour réaffirmer publiquement la reconnaissance mutuelle des églises chrétiennes et de l'Etat. Comme l'indique une note envoyée à Fides par le Bureau des Communications sociales de la Conférence épiscopale de Papouasie Nouvelle Guinée et des Iles Salomon, hier, à Goroka, dans le cadre de la cérémonie, le Premier Ministre, Peter O'Neill, et d'autres parlementaires, ont tissé les éloges des églises, en tant que « partenaires en matière de fourniture de services et pour leur contribution au développement de la nation ». Certains, comme le gouverneur de Goroka, Julie Soso, sont allés au-delà, rappelant le projet de loi qui entend interdire les religions non chrétiennes en Papouasie Nouvelle Guinée, projet auquel l'Eglise s'oppose, étant depuis toujours favorable à la liberté religieuse. La note des Evêques explique : « Les églises ne sont pas d'accord avec la peine de mort. Elles ne sont pas d'accord sur le traitement réservé aux réfugiés et aux demandeurs d'asile. Elles ne sont pas d'accord avec de nombreuses politiques en matière d'instruction. Pas plus qu'elles ne sont contentes de la manière dont les fonds publics sont utilisés et dont on en fait abus ».

« Un véritable partenariat entre les églises et l'Etat n'existe donc pas réellement en Papouasie Nouvelle Guinée – déclare la note. Ce qui est en place est un résidu de la structure coloniale ou plus précisément de l'époque missionnaire lorsque, voici un siècle, les missionnaires blancs arrivés dans le Pacifique, aidèrent à créer les premiers services d'instruction et sanitaires, construisant des écoles et des hôpitaux, gérés aujourd'hui encore en collaboration avec le gouvernement. Si l'Etat voulait réellement donner une valeur aux églises, alors il devrait « les impliquer sérieusement dans le processus législatif, dans la définition des politiques et dans le contrôle des fonds publics » indiquent les Evêques.

Dans le cadre de la Journée de l'Alliance, des célébrations et manifestations publiques ont eu lieu dans différentes villes. De nombreux citoyens chrétiens y ont participé, priant pour les responsables civils de la nation. (PA)
(Agence Fides 27/08/2013)